



REPUBLIQUE FRANÇAISE.

20 rue
DEPARTEMENT DE L'ISERE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958
GRENOBLE 2^e CIRCONSCRIPTION

Union pour la Nouvelle République
Candidat Républicain Social
Jean VANIER

Suppléant : **DOCTEUR MICHALLON**
Conseiller Général

Electrices, Electeurs,

La Constitution vient d'être promulguée après approbation par une majorité massive.

Le premier devoir consiste à défendre avec vigueur l'esprit des institutions, éviter l'altération et la rupture du pacte du référendum.

Je pense qu'il n'est plus besoin de phraséologie, aussi vais-je procéder à une énumération précise et concrète des mesures à prendre et des objectifs à atteindre.

En politique générale : rendre à la France sa grandeur sans idée d'expansion, lui donner la place à laquelle elle a droit de prétendre au sein de la communauté européenne, qui ne pourrait pas se faire sans la France. Géographiquement et économiquement, elle est le trait d'union nécessaire entre les économies spécialisées de ses voisins. Il est donc indispensable de l'intégrer à part entière dans un système européen dont le moteur ne peut être que l'intérêt de chacun des participants et aussi la stabilité indispensable au développement des économies nationales et de notre niveau de vie.

Sur le plan social, il nous faut une politique à long terme, à objectif précis et non dictée uniquement par des besoins électoraux. Il convient de prendre le problème à la base et avant tout par la formation professionnelle, surtout à la veille de la conclusion du traité sur le marché commun. Il faut ouvrir les Facultés, les Ecoles spécialisées aux salariés qui, par leur volonté et leurs connaissances, sont capables d'accéder aux échelons supérieurs de la hiérarchie sociale, et aussi de permettre le reclassement en cours de carrière, rendu nécessaire par l'évolution technique ou industrielle.

Il faut aussi, pour ne pas créer le chômage, ou même des perturbations humaines regrettables, établir et réaliser un plan d'aménagement du territoire afin d'assurer la rentabilité et le développement d'entreprises régionales, même par une reconversion, en évitant au maximum le déracinement massif de la main-d'œuvre vers des points de concentration industrielle.

Il faut aussi augmenter le nombre des logements, en favorisant la construction de logements locatifs à loyer très modéré, sans pour autant négliger les possibilités des travailleurs d'accéder à la propriété. Mais cet effort ne sera rentable qu'autant qu'une lutte efficace sera menée contre les taudis.

La Sécurité Sociale doit aussi être réformée, car elle a été détournée de sa conception primitive et a perdu le caractère de solidarité qui a présidé à son élaboration.

Enfin assurer aux travailleurs, par une formule souple et équitable, la juste rémunération à laquelle ils ont droit, tout en les associant au développement de l'entreprise et en élevant ainsi leur niveau de vie.

En politique financière et économique, il est indispensable d'établir un plan de rénovation des finances afin de défendre la monnaie, d'alléger les charges que constituent les investissements indispensables au développement de l'économie nationale. Il faut aussi refondre le système fiscal qui, par suite des aggravations successives, paralyse l'expansion économique et industrielle.

Il faut enfin, et surtout à la veille du marché commun, ne pas pénaliser les industriels français par des prélèvements et taxes excessives que leurs concurrents étrangers ne supportent pas. Et une politique d'investissement doit permettre aux capitaux privés de participer en toute liberté à la reprise de l'expansion économique.

En résumé, les objectifs principaux à atteindre sont :

- La mise en place des institutions et la réorganisation des administrations ;
- Le rétablissement de la paix en Algérie ;
- Un effort hardi en faveur de la construction de logements ;
- Le développement de la prospérité des salariés ;
- L'affermissement de la position de la France dans le monde.

Ces objectifs sont simplement ceux que s'est fixé le Général de Gaulle. La grande majorité des électeurs a manifesté au référendum sa volonté clairement exprimée de ce « Renouveau »...

Si je sollicite vos suffrages, c'est pour apporter en votre nom ma collaboration à cette œuvre immense et de longue haleine qui est la seule solution pour nous permettre de retrouver notre fierté de Français.

